

SFIL

Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 130 000 150 euros
Siège social : 1-3 rue du Passeur de Boulogne – 92130 Issy-les-Moulineaux, France
428 782 585 R.C.S. Nanterre
(ci-après, la **Société**)

AVIS DE CONVOCATION DES PORTEURS D'OBLIGATIONS ÉMISES PAR SFIL

L'assemblée générale des porteurs d'obligations n'ayant pu délibérer valablement sur première convocation le 11 décembre 2019 faute du quorum requis, Philippe Mills, directeur général de la Société, a décidé de convoquer à nouveau en assemblée générale (ci-après, l'**Assemblée Générale**) les porteurs d'obligations listées ci-dessous chez Allen & Overy LLP – 52 avenue Hoche – 75008 Paris – France, le 9 janvier 2020 sur seconde convocation :

Code Isin	Libellé	Heure (de Paris)
FR0013264819	Obligations émises le 30 juin 2017 à échéance le 30 juin 2020 au taux de 2,000% pour un montant total de 1 000 000 000 USD dont 1 000 000 000 USD sont en circulation (la Souche 2020)	9h00

Cette souche constituant des **Obligations** de la Société.

L'Assemblée Générale est réunie, sur seconde convocation, à l'effet de délibérer sur le même ordre du jour et sur les mêmes projets de résolution que l'Assemblée Générale réunie sur première convocation, à savoir :

ORDRE DU JOUR

1. Approbation de la proposition de modification de l'article 3 des statuts de la Société relatif à l'objet social (élargissement de l'objet social à toute opération pouvant bénéficier d'une garantie publique) ;
2. Dépôt des documents relatifs à l'assemblée ; et
3. Pouvoirs pour formalités.

MODALITÉS DU VOTE

Modalités du vote

Tout porteur d'Obligations, quel que soit le nombre d'Obligations qu'il possède, a le droit de participer à l'Assemblée Générale. Il sera justifié par tout porteur d'Obligations de son droit de participer à l'Assemblée Générale par l'inscription des Obligations sur un compte ouvert à son nom auprès de tout intermédiaire financier autorisé à tenir des comptes, directement ou indirectement, auprès d'Euroclear France, ce qui inclut Euroclear Bank SA/NV et la banque dépositaire de Clearstream Banking SA (un **Intermédiaire Habilité**), au deuxième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale à minuit (heure de Paris), soit le 7 janvier 2020 à 00h00 (heure de Paris) (la **Date de Référence**) certifiée par une attestation de l'Intermédiaire Habilité concerné.

Tout porteur d'Obligations a le droit de participer à l'Assemblée Générale en personne, par procuration ou par correspondance, conformément aux lois et réglementations applicables.

Un formulaire de participation est délivré aux porteurs d'Obligations qui en feront la demande auprès de l'Agent Centralisateur aux coordonnées suivantes :

Société Générale
32 rue du Champ de Tir
CS 30812 - 44308 Nantes Cedex 3 – France
Email : agobligataire.fr@socgen.com

Les formulaires de participation seront pris en compte pour le calcul du quorum et des votes uniquement si ces formulaires : (i) sont dûment complétés et signés, (ii) sont accompagnés d'une attestation d'inscription en compte à la Date de Référence dûment complétée et signée par un Intermédiaire Habilité et (iii) sont retournés par le porteur via un Intermédiaire Habilité et sont reçus par l'Agent Centralisateur, par email ou par courrier dont les détails figurent ci-dessus, au moins trois (3) jours calendaires avant la date de l'Assemblée Générale, soit **au plus tard le lundi 6 janvier 2020 à 23h59 (heure de Paris)**.

Les formulaires uniques de vote reçus pour l'Assemblée Générale réunie sur première convocation, le 11 décembre 2019, restent valables pour l'Assemblée Générale réunie sur seconde convocation. Tout porteur d'Obligations ayant déjà envoyé un formulaire unique de vote n'aura plus la possibilité de choisir un autre mode de participation à l'assemblée.

Documents mis à disposition

Les documents suivants sont tenus à la disposition des porteurs d'Obligations de chaque souche au siège social de la Société et auprès de l'Agent Centralisateur de l'opération à l'adresse indiquée ci-dessus :

- le texte des résolutions proposées ;
- le Prospectus de base (*Base Prospectus*), le supplément au Prospectus de base, le cas échéant, et les Conditions Définitives (*Final Terms*) relatifs aux Obligations ; et
- les formulaires de participation.

Philippe Mills, directeur général de la Société

SFIL

Société Anonyme with a board of directors and with a share capital of EUR 130,000,150
Registered office: 1-3 rue du Passeur de Boulogne – 92130 Issy-les-Moulineaux, France
428 782 585 R.C.S. Nanterre
(hereafter, the **Company**)

NOTICE OF MEETING FOR HOLDERS OF NOTES (*OBLIGATIONS*) ISSUED BY SFIL

The general meeting of the holders of notes (*obligations*) could not validly deliberate on first consultation on 11 December 2019 due to the lack of the required quorum, Philippe Mills, Chief Executive Officer of the Company, has decided to reconvene the holders of the notes listed below to general meeting (the **Meeting**), at the office of Allen & Overy LLP - 52 avenue Hoche - 75008 Paris - France, on 9 January 2020 on second convocation:

ISIN code	Title	Time (in Paris)
FR0013264819	Notes issued on 30 June 2017 due 30 June 2020 at a rate of 2.000% for an aggregate amount of USD 1,000,000,000 of which USD 1,000,000,000 are currently outstanding (the 2020 Notes)	9.00 a.m.

The series representing **Notes** of the Company.

The Meeting is convened, on second consultation, to deliberate on the same agenda and proposed resolutions as the Meeting convened on first consultation, as follows:

AGENDA

1. Approval of the proposed modification of article 3 of the by-laws of the Company regarding the corporate purpose (extension of the corporate purpose to any transaction that may benefit from a public guarantee);
1. Filing of the documents relating to the meeting; and
2. Powers to carry out formalities.

VOTING PROCEDURES

Voting procedure

Any holder of Notes, regardless of the number of Notes held by it, shall have the right to participate in the Meeting. To take part in the Meeting, any holder of Notes shall be required to register the Notes in an account opened in its name with any financial intermediary authorised to hold accounts, directly or indirectly, with Euroclear France, which includes Euroclear Bank SA/NV and the depositary bank of Clearstream Banking SA (an **Authorised Intermediary**), on the second business day preceding the date of the Meeting at midnight (Paris time), *i.e.* 7 January 2020 at 12.00 a.m. (Paris time) (the **Reference Date**) certified by a certification of the relevant Authorised Intermediary.

Each holder of Notes shall have the right to attend the Meeting in person, by proxy or by correspondence, in accordance with applicable laws and regulations.

A participation form shall be issued to holders of Notes who send their request to the Centralising Agent at the following address:

Société Générale
32 rue du Champ de Tir
CS 30812 - 44308 Nantes Cedex 3 – France
Email: agobligataire.fr@socgen.com

The participation forms shall be taken into account for the determination of the quorum and the votes only if these forms: (i) are duly completed and signed, (ii) are sent together with a book entry statement dated the Reference Date that is duly completed and signed by an Authorised Intermediary and (iii) are sent by the holder via an Authorised Intermediary and are received by the Centralising Agent, by email or by mail, the details of which are set out above, no later than three calendar days prior to the date of the Meeting, *i.e.* **Monday 6 January 2020 at 23h59 (Paris time) at the latest.**

Single voting forms received for the Meeting convened on first convocation, on 11 December 2019, remain valid for the Meeting convened on second convocation. Any holder of Notes having already sent a single voting form shall not be able to choose another participation method.

Documents available for consultation

The following documents are available for consultation by holders of Notes of each series at the registered office of the Company and with the Centralising Agent for the transaction at the address mentioned above:

- the text of the proposed resolutions;
- the Base Prospectus, the supplement to the Base Prospectus, if relevant, and the Final Terms in relation to the Notes; and
- the participation forms.

Philippe Mills, Chief Executive Officer of the Company

FORMULAIRE DE PARTICIPATION
Assemblée générale du 9 janvier 2020 (9h00) (heure de Paris) chez Allen & Overy LLP, 52 avenue Hoche, 75008 Paris
(l'« Assemblée Générale ») des porteurs d'obligations émises le 30 juin 2017 venant à échéance le 30 juin 2020
d'un montant nominal total de 1 000 000 000 USD (les « Obligations »)
(ISIN FR0013264819 CODE COMMUN 163774887)

Veillez lire avec attention les instructions relatives aux modalités de participation à l'Assemblée Générale qui figurent au verso de ce formulaire. Veillez noter qu'afin que ce formulaire soit pris en compte lors de l'Assemblée Générale, les paragraphes 1, 2, 3 et 4 doivent être dûment et entièrement complétés.

1/ INFORMATIONS RELATIVES AU PORTEUR D'OBLIGATIONS	
Prénom et Nom de famille <i>ou dénomination légale</i>	
Adresse <i>ou siège social</i>	
Nombre d'Obligations détenues (au porteur) <i>(Joindre une attestation d'inscription en compte)</i>	

2/ PARTICIPATION A L'ASSEMBLEE GENERALE *(Merci de ne cocher qu'une seule case parmi les trois ci-dessous)*

a. **JE SOUHAITE PARTICIPER** à cette Assemblée Générale et je demande une carte d'admission.

b. **JE VOTE PAR CORRESPONDANCE**
 Après avoir pris connaissance des 3 résolutions proposées au vote à l'Assemblée Générale et conformément à l'article L. 228-61 du Code de commerce, je déclare émettre les votes suivants sur ces résolutions :

	Pour	Contre	Abstention <i>(Equivaut à un vote « Contre »)</i>
Résolution n°1			
Résolution n°2			
Résolution n°3			

c. **JE NOMME UN MANDATAIRE**, sans possibilité de substitution ou de sous délégation :

Prénom et Nom de Famille <i>ou Dénomination légale</i>	
Adresse <i>ou Siège social</i>	

1. pour me représenter à l'Assemblée Générale et à toute assemblée générale ajournée ; et
 2. pour assister à l'Assemblée Générale, pour revoir tous les documents et recevoir toute information, pour signer les feuilles de présence et tous autres documents, pour prendre part à toutes délibérations, pour émettre tous votes sur les sujets qui figurent dans l'ordre du jour de l'Assemblée Générale ou pour s'abstenir, et de faire tout ce qui serait nécessaire.

3/ SI DES AMENDEMENTS OU DES RESOLUTIONS NOUVELLES ETAIENT PRESENTES A L'ASSEMBLEE *(Merci de ne cocher qu'une seule case parmi les trois ci-dessous)*

a. **JE M'ABSTIENS** *(Equivaut à un vote « Contre »)*

b. **JE DONNE POUVOIR AU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE GENERALE** pour voter en mon nom

c. **JE NOMME UN MANDATAIRE**, sans possibilité de substitution ou de sous délégation :

Prénom et Nom de Famille <i>ou Dénomination légale</i>	
Adresse <i>ou Siège social</i>	

pour voter en mon nom.

4/ SIGNATURE *(Attention, pour être pris en compte, ce formulaire doit être reçu par l'Agent Centralisateur au plus tard le 6 janvier 2020 à 23h59 (heure de Paris))*

Prénom et Nom de famille du signataire		Date	
Titre		Signature	

MODALITES DE PARTICIPATION A L'ASSEMBLEE GENERALE

Pour participer, vos Obligations doivent avoir été inscrites à votre nom dans un compte titres tenu par un intermédiaire habilité au plus tard le deuxième (2^{ème}) jour ouvré à Paris précédant la date de tenue de l'Assemblée Générale concernée, à 00h00 (minuit) (heure de Paris).

RENOI DU PRESENT FORMULAIRE

Merci de renvoyer le présent formulaire de participation dûment complété à votre intermédiaire habilité, qui devra l'envoyer, accompagné d'une attestation d'inscription en compte, à l'Agent Centralisateur Société Générale :

Société Générale
32, rue du champ de tir - CS 30812
44308 NANTES Cedex 03
Contact : Elisabeth Bulteau
Tél : +33 2 51 85 65 93
agobligataire.fr@socgen.com

Afin d'être pris en compte pour l'Assemblée Générale, ce formulaire dûment complété doit être reçu par l'Agent Centralisateur au moins trois (3) jours calendaires avant l'Assemblée Générale, soit le 6 janvier 2020 à 23h59 (heure de Paris) au plus tard.

LES DIFFERENTES OPTIONS DE PARTICIPATION A L'ASSEMBLEE GENERALE

Dans tous les cas, le formulaire transmis pour les besoins d'une Assemblée Générale est valable pour les assemblées successives convoquées sur le même ordre du jour.

1/ Assister personnellement à l'Assemblée Générale

Vous pouvez demander une carte d'admission en cochant la case correspondante au paragraphe 2(a) du formulaire.

Pour avoir accès à l'Assemblée Générale, vous devez présenter (i) la carte d'admission reçue ou une attestation d'inscription en compte remise par votre intermédiaire habilité qui atteste que les Obligations ont été enregistrées à votre nom le 7 janvier 2020 à 00h00 (minuit) (heure de Paris) et (ii) une carte d'identité ou un passeport en cours de validité, et un pouvoir si nécessaire. Vous ne pourrez pas assister à l'assemblée s'il vous manque l'un de ces documents.

2/ Voter par correspondance

Vous devez remplir le paragraphe 2(b) en cochant (i) la case "*Je vote par correspondance*" du formulaire et (ii) l'une des trois cases "*POUR*", "*CONTRE*" ou "*ABSTENTION*" pour chaque résolution. Les formulaires qui n'indiquent aucun vote ou qui expriment une abstention seront assimilés à des votes défavorables. Le vote exprimé reste valable pour les assemblées successives convoquées sur le même ordre du jour pour défaut de quorum ou une autre raison. Ce formulaire dûment complété devra être renvoyé accompagné de l'attestation d'inscription en compte.

3/ Donner pouvoir à un mandataire (sous réserve de certaines interdictions légales)

Dans ce cas, il convient de remplir le paragraphe 2(c) en (i) cochant la case "*Je nomme un mandataire*" du formulaire et (ii) en désignant nominativement un mandataire ou en laissant en blanc, auquel cas vous donnez pouvoir au Président de l'Assemblée Générale. Le pouvoir restera valable pour les assemblées successives convoquées sur le même ordre du jour pour défaut de quorum ou une autre raison. Ce formulaire dûment complété devra être renvoyé accompagné de l'attestation d'inscription en compte.

Conformément aux dispositions de l'article L. 228-62 du Code de commerce, veuillez noter que (i) les administrateurs de la Société (ii) ses directeurs généraux, (iii) ses commissaires aux comptes, ou (iv) ses employés ainsi que (v) leurs ascendants, descendants et conjoints, **ne peuvent être désignés comme mandataire**. En outre, conformément à l'article L. 228-63 du Code de commerce, les personnes auxquelles l'exercice de la profession de banquier est interdit ou qui sont déchues du droit de diriger, d'administrer ou de gérer une société à un titre quelconque, **ne peuvent être désignées comme mandataire**.

NOTE IMPORTANTE :

Conformément aux dispositions de l'article L. 228-61 du Code de commerce :

- toute abstention exprimée dans le présent formulaire ou toute absence d'indication de vote au regard d'une résolution sera considérée comme un vote défavorable à l'adoption de cette résolution ;
- tout formulaire contenant deux votes contradictoires au regard d'une résolution sera considéré comme un vote défavorable à l'adoption de cette résolution.

Un porteur d'Obligations ne peut à la fois voter par correspondance et désigner un mandataire : si les paragraphes 2(b) et 2(c) sont remplis dans ce formulaire, le pouvoir sera seul pris en compte.

Les porteurs d'Obligations rachetées qui n'ont pas été remboursées en raison de la défaillance de la société débitrice ou à raison d'un litige relatif aux conditions de remboursement peuvent assister à l'Assemblée Générale.

Une société qui détient au moins 10% du capital de la société débitrice ne peut pas voter à l'Assemblée Générale à raison des Obligations qu'elle détient.

SFIL

Société anonyme au capital de 130 000 150 euros
 Siège social : 1-3, rue du Passeur de Boulogne – 92130 Issy-les-Moulineaux
 428 782 585 RCS NANTERRE
 (la “Société”)

FORMULAIRE D’ATTESTATION D’INSCRIPTION EN COMPTE

Assemblée générale du 9 janvier 2020 (9h00) (heure de Paris) chez Allen & Overy LLP, 52 avenue Hoche, 75008 Paris
 (l’« Assemblée Générale »)
des porteurs d’obligations émises le 30 juin 2017 venant à échéance le 30 juin 2020
d’un montant nominal total de 1 000 000 000 USD (les « Obligations »)
(ISIN FR0013264819 CODE COMMUN 163774887)

Ce formulaire doit être rempli par votre intermédiaire financier et être renvoyé à l’Agent Centralisateur :

Société Générale

32, rue du champ de tir - CS 30812
 44308 NANTES Cedex 03
 Contact : Elisabeth Bulteau
 Tél : +33 2 51 85 65 93
agobligataire.fr@socgen.com

NOUS, SOUSSIGNES,

Intermédiaire Habilité : _____

Représenté par : _____

AGISSANT EN TANT QUE TENEUR DE COMPTE,

CERTIFIONS PAR LA PRESENTE QUE

Prénom et nom de famille : _____

Adresse ou siège social : _____

Est titulaire de : _____ Obligations

NOUS CERTIFIONS PAR LA PRESENTE QUE, sauf indication contraire de notre part à l’Agent Centralisateur de l’Assemblée Générale en cas de cession de tout ou partie des Obligations mentionnées ci-dessus avant 00h00 minuit (heure de Paris) le deuxième jour ouvré précédant la date de l’Assemblée (soit le 7 janvier 2020 avant 00h00 minuit (heure de Paris)), le porteur des Obligations mentionné ci-dessus est autorisé à participer à cette Assemblée Générale, convoquée pour le 9 janvier 2020 (9h00) (heure de Paris) au 52 avenue Hoche, 75008 Paris.

A moins que le contexte ne commande une interprétation différente, les termes qui commencent par une lettre majuscule employés dans ce formulaire ont le sens qui leur est donné dans l’avis de convocation émis le 16 décembre 2019 par la Société en vue de l’Assemblée Générale.

Fait à _____ le _____

Signature & Tampon de l’Intermédiaire

SFIL
Société anonyme au capital de 130 000 150 euros
Siège social : 1-3, rue du Passeur de Boulogne – 92130 Issy-les-Moulineaux
428 782 585 RCS NANTERRE
(la “Société”)

FORMULAIRE DE DEMANDE D’INFORMATION

Assemblée générale du 9 janvier 2020 (9h00) (heure de Paris) chez Allen & Overy LLP, 52 avenue Hoche, 75008 Paris
(l’« Assemblée Générale »)
des porteurs d’obligations émises le 30 juin 2017 venant à échéance le 30 juin 2020
d’un montant nominal total de 1 000 000 000 USD (les « Obligations »)
(ISIN FR0013264819 CODE COMMUN 163774887)

Ce formulaire doit être renvoyé à l’Agent Centralisateur :

Société Générale
32, rue du champ de tir - CS 30812
44308 NANTES Cedex 03
Contact : Elisabeth Bulteau
Tél : +33 2 51 85 65 93
agobligataire.fr@socgen.com

AVIS IMPORTANT : Une attestation d’inscription en compte devra être jointe au présent formulaire pour que la demande d’information soit valable.

IDENTIFICATION DU PORTEUR D’OBLIGATIONS	
Prénom et Nom de famille ou dénomination légale	
Adresse ou siège social	
Adresse Email	

- Demande l’envoi par la Société à ses frais des documents suivants :
- les nom et prénom usuel des administrateurs et directeurs généraux ainsi que, le cas échéant, l’indication des autres sociétés dans lesquelles ces personnes exercent des fonctions de gestion, de direction, d’administration ou de surveillance ; et
 - le texte des projets de résolution présentés par le directeur général.

Mode de transmission (à défaut d’indication, les documents seront transmis par Email) :

- Par Email Par courrier à l’adresse suivante (*adresse postale*) :

La demande d’envoi ne sera prise en compte que dans la mesure où elle est effectuée entre la date de convocation à l’Assemblée Générale et jusqu’au cinquième jour inclusivement avant l’Assemblée Générale.

Par une demande unique, les porteurs des Obligations peuvent obtenir de la Société l’envoi des documents et renseignements précités à l’occasion de chacune des assemblées obligataires ultérieures.

Fait à _____ le _____

Signature du Porteur

ANNEXE 1 EXPOSE DES MOTIFS

Elargissement du dispositif de refinancement crédit export de SFIL aux crédits couverts par la garantie des projets stratégiques

Le projet d'étendre le bénéfice du dispositif de refinancement crédit export de SFIL aux crédits couverts par la garantie des projets présentant un intérêt stratégique pour l'économie française à l'étranger a été annoncé le 8 mars 2018.

Le décret qui encadre l'assurance crédit et la loi de finances relative à la garantie réhaussée sont entrés en vigueur en décembre 2018.

L'objectif est de finaliser l'obtention de l'ensemble des autorisations permettant l'intervention de SFIL dans cette nouvelle procédure à compter de 2020.

Le projet d'extension de l'activité crédit export de SFIL à cette nouvelle garantie a pour objectif de permettre à la France d'offrir un outil de financement comparable aux meilleurs équivalents à l'étranger, en ligne avec les pratiques constatées chez les grands pays exportateurs, notamment en Asie. Il représente pour SFIL des opportunités de diversification sectorielle, cette nouvelle garantie ouvrant un champ d'application a priori plus vaste que les secteurs traditionnels du grand export français.

Ce projet d'élargissement nécessite l'adaptation de son objet social qui vise aujourd'hui les opérations de crédit au secteur public local en France et les opérations de refinancement de crédits export. Il est donc proposé de remplacer la référence aux opérations de refinancement de crédit export par « toute opération pouvant bénéficier d'une garantie publique ».

En conséquence, le directeur général de SFIL a décidé de convoquer l'Assemblée Générale à l'effet de voter sur les résolutions figurant ci-dessous dans le cadre de la modification de son objet social.

TEXTE DES RESOLUTIONS

Première résolution (Approbation de la proposition de modification de l'article 3 des statuts de la Société relatif à l'objet social (élargissement de l'objet social à toute opération pouvant bénéficier d'une garantie publique))

Dans le cadre du projet de l'Etat français d'étendre le bénéfice du dispositif de refinancement crédit export de SFIL aux crédits couverts par la garantie des projets stratégiques pour l'économie française, l'assemblée générale des obligataires est consultée sur l'adaptation de l'objet social de la Société afin que cette dernière puisse refinancer toute opération pouvant bénéficier d'une garantie publique et décide, conformément aux dispositions de l'article L.228-65 I 1° du code de commerce, d'approuver la proposition de modification de l'objet social de la Société qui serait rédigé comme suit :

« **ARTICLE 3 - OBJET** »

La société est un établissement de crédit, agréé par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution qui a pour objet d'effectuer à titre habituel :

- (a) *toutes opérations de banque, au sens de l'article L. 311-1 du Code monétaire et financier ;*
- (b) *toutes opérations connexes aux opérations visées au (a) ci-dessus consistant au placement, à la souscription, l'achat, la gestion, la garde et la vente de valeurs mobilières et de tout produit financier ;*
- (c) *toutes opérations de réception de fonds en provenance de ses actionnaires et de la société de crédit foncier dont elle détient le contrôle ;*
- (d) *conformément à l'article L. 513-15 du Code monétaire et financier, toutes prestations relatives à la gestion et au recouvrement des expositions, créances assimilées, titres et valeurs, des obligations ou des autres ressources prévus à l'article L. 513-2 du Code monétaire et financier d'une société de crédit foncier dûment agréée dont la société détient le contrôle ;*
- (e) *des prestations de services pour compte de tiers en vue de la réalisation d'opérations de banque ;*

et ce, en relation avec des opérations de crédit au secteur public local en France et ~~des opérations de refinancement de crédits export~~ plus généralement avec toute opération pouvant bénéficier d'une garantie publique.

A cet effet, la société pourra dans le cadre des conditions définies par la réglementation bancaire et financière en vigueur :

- (a) se procurer toutes ressources adaptées et notamment (i) émettre toutes valeurs mobilières, tous titres de créances négociables ou autres instruments financiers en France ou à l'étranger et (ii) plus généralement, recourir à tout dispositif de mobilisation de créances et actifs avec ou sans transfert de propriété ;*
- (b) prendre et détenir des participations dans des entreprises existantes ou en création contribuant à la réalisation de ses activités et céder ces participations ; et*
- (c) plus généralement effectuer directement ou indirectement, pour elle-même et pour le compte de tiers ou en participation toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières en vue de la réalisation des activités ci-dessus. »*

Deuxième résolution (Dépôt des documents relatifs à l'assemblée)

L'assemblée générale des obligataires, décide, en application de l'article R.228-74 alinéa 1 du code de commerce, que la feuille de présence, les pouvoirs des obligataires représentés et le procès-verbal de la présente assemblée seront déposés au siège social de la Société pour permettre à tout obligataire d'exercer le droit de communication qui lui est accordé par la loi.

Troisième résolution (Pouvoirs pour formalités)

L'assemblée générale des obligataires, autorise et donne tous pouvoirs au représentant de la Société afin, le cas échéant, de prendre toutes mesures et de conclure toutes conventions en vue de donner effet aux présentes résolutions, ainsi qu'au porteur d'une copie ou d'extraits du procès-verbal constatant ses délibérations en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales ou administratives.

ANNEXE 2
DISPOSITIONS LEGALES APPLICABLES (EXTRAIT DU CODE DE COMMERCE)

Article L225-106

I.-Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité.

Il peut en outre se faire représenter par toute autre personne physique ou morale de son choix :

1° Lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un marché réglementé ;

2° Lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un système multilatéral de négociation soumis aux dispositions du II de l'article L. 433-3 du code monétaire et financier dans les conditions prévues par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, figurant sur une liste arrêtée par l'autorité dans des conditions fixées par son règlement général, et que les statuts le prévoient.

II.-Le mandat ainsi que, le cas échéant, sa révocation sont écrits et communiqués à la société. Les conditions d'application du présent alinéa sont précisées par décret en Conseil d'Etat.

III.-Avant chaque réunion de l'assemblée générale des actionnaires, le président du conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, peut organiser la consultation des actionnaires mentionnés à l'article L. 225-102 afin de leur permettre de désigner un ou plusieurs mandataires pour les représenter à l'assemblée générale conformément aux dispositions du présent article.

Cette consultation est obligatoire lorsque, les statuts ayant été modifiés en application de l'article L. 225-23 ou de l'article L. 225-71, l'assemblée générale ordinaire doit nommer au conseil d'administration ou au conseil de surveillance, selon le cas, un ou des salariés actionnaires ou membres des conseils de surveillance des fonds communs de placement d'entreprise détenant des actions de la société.

Cette consultation est également obligatoire lorsque l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur une modification des statuts en application de l'article L. 225-23 ou de l'article L. 225-71.

Les clauses contraires aux dispositions des alinéas précédents sont réputées non écrites.

Pour toute procuration d'un actionnaire sans indication de mandataire, le président de l'assemblée générale émet un vote favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution. Pour émettre tout autre vote, l'actionnaire doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandat.

Article L225-106-1

Lorsque, dans les cas prévus aux troisième et quatrième alinéas du I de l'article L. 225-106, l'actionnaire se fait représenter par une personne autre que son conjoint ou le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité, il est informé par son mandataire de tout fait lui permettant de mesurer le risque que ce dernier poursuive un intérêt autre que le sien.

Cette information porte notamment sur le fait que le mandataire ou, le cas échéant, la personne pour le compte de laquelle il agit :

1° Contrôle, au sens de l'article L. 233-3, la société dont l'assemblée est appelée à se réunir ;

2° Est membre de l'organe de gestion, d'administration ou de surveillance de cette société ou d'une personne qui la contrôle au sens de l'article L. 233-3 ;

3° Est employé par cette société ou par une personne qui la contrôle au sens de l'article L. 233-3 ;

4° Est contrôlé ou exerce l'une des fonctions mentionnées au 2° ou au 3° dans une personne ou une entité contrôlée par une personne qui contrôle la société, au sens de l'article L. 233-3.

Cette information est également délivrée lorsqu'il existe un lien familial entre le mandataire ou, le cas échéant, la personne pour le compte de laquelle il agit, et une personne physique placée dans l'une des situations énumérées aux 1° à 4°.

Lorsqu'en cours de mandat, survient l'un des faits mentionnés aux alinéas précédents, le mandataire en informe sans délai son mandant. A défaut par ce dernier de confirmation expresse du mandat, celui-ci est caduc.

La caducité du mandat est notifiée sans délai par le mandataire à la société.

Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat.

Article L225-106-2

Toute personne qui procède à une sollicitation active de mandats, en proposant directement ou indirectement à un ou plusieurs actionnaires, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, de recevoir procuration pour les représenter à l'assemblée d'une société mentionnée aux troisième et quatrième alinéas de l'article L. 225-106, rend publique sa politique de vote.

Elle peut également rendre publiques ses intentions de vote sur les projets de résolution présentés à l'assemblée. Elle exerce alors, pour toute procuration reçue sans instructions de vote, un vote conforme aux intentions de vote ainsi rendues publiques.

Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat.

Article L225-106-3

Le tribunal de commerce dans le ressort duquel la société a son siège social peut, à la demande du mandant et pour une durée qui ne saurait excéder trois ans, priver le mandataire du droit de participer en cette qualité à toute assemblée de la société concernée en cas de non-respect de l'obligation d'information prévue aux troisième à septième alinéas de l'article L. 225-106-1 ou des dispositions de l'article L. 225-106-2. Le tribunal peut décider la publication de cette décision aux frais du mandataire.

Le tribunal peut prononcer les mêmes sanctions à l'égard du mandataire sur demande de la société en cas de non-respect des dispositions de l'article L. 225-106-2.

Article L225-107

I. Tout actionnaire peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire dont les mentions sont fixées par décret en Conseil d'Etat. Les dispositions contraires des statuts sont réputées non écrites.

Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société avant la réunion de l'assemblée, dans les conditions de délais fixées par décret en Conseil d'Etat. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.

II. Si les statuts le prévoient, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par décret en Conseil d'Etat.

Article R225-77

La date après laquelle il ne sera plus tenu compte des formulaires de vote reçus par la société ne peut être antérieure de plus de trois jours à la date de la réunion de l'assemblée, sauf délai plus court prévu par les statuts. Toutefois, les formulaires électroniques de vote à distance peuvent être reçus par la société jusqu'à la veille de la réunion de l'assemblée générale, au plus tard à 15 heures, heure de Paris.

Les formulaires de vote par correspondance reçus par la société comportent :

1° Les nom, prénom usuel et domicile de l'actionnaire ;

2° L'indication de la forme, nominative ou au porteur, sous laquelle sont détenus les titres et du nombre de ces derniers, ainsi qu'une mention constatant l'inscription des titres soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire mentionné à l'article L. 211-3 du code monétaire et financier. L'attestation de participation prévue à l'article R. 225-85 est annexée au formulaire ;

3° La signature, le cas échéant électronique, de l'actionnaire ou de son représentant légal ou judiciaire. Lorsque la société décide, conformément aux statuts, de permettre la participation des actionnaires aux assemblées générales par des moyens de communication électronique, cette signature électronique peut résulter d'un procédé fiable d'identification de l'actionnaire, garantissant son lien avec le formulaire de vote à distance auquel elle s'attache.

Le formulaire de vote par correspondance adressé à la société par une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

SFIL

A *société anonyme* established under the laws of the Republic of France
 having a share capital of €130,000,150
 with its registered office at 1-3, rue du Passeur de Boulogne – 92130 Issy-les-Moulineaux, France
 428 782 585 RCS NANTERRE
 (the “Company”)

PARTICIPATION FORM

General meeting on January 9th, 2020 (9.00 am) (Paris time) at Allen & Overy LLP, 52 avenue Hoche, 75008 Paris
(the “General Meeting”) of the holders of USD 1,000,000,000 notes due June 30, 2020 issued on June 30, 2017 (the “Notes”)
(ISIN FR0013264819 COMMON CODE 163774887)

For instructions on how to participate in this General Meeting, please carefully read the back of this form. Please note that in order for this form to be taken into account for the General Meeting, paragraphs 1, 2, 3 and 4 of this form must be duly and fully completed.

1/ NOTEHOLDER INFORMATION

First name and Family name <i>or Legal name</i>	
Address <i>or</i> Registered office	
Number of Notes held (bearer form) <i>(Join a book entry statement)</i>	

2/ PARTICIPATION AT THE GENERAL MEETING *(Tick one box)*

a. **I WISH TO ATTEND** this General Meeting and ask for an admission card.

b. **I VOTE BY CORRESPONDENCE**

Having taken formal note of the 3 resolutions proposed for the vote at the General Meeting and pursuant to article L. 228-61 of the French *Code de commerce*, I hereby cast my vote on the resolutions as follows:

	For	Against	Abstain <i>(Equivalent to « Against »)</i>
Resolution n°1			
Resolution n°2			
Resolution n°3			

c. **I APPOINT AS PROXY**, without possibility of substitution or sub delegation:

First name and Family name <i>or Legal name</i>	
Address <i>or Registered office</i>	

- to represent me at the General Meeting or at any adjournment thereof; and
- to attend the General Meeting, to review all documents and receive all information, to sign the attendance sheets and any other documents, to take part in all proceedings, to cast all votes on the issues on the General Meeting’s agenda or abstain himself/herself, and to do any and all other acts necessary.

3/ IN CASE AMENDMENTS OR NEW RESOLUTIONS ARE PROPOSED DURING THE GENERAL MEETING *(Tick one box)*

a. **I ABSTAIN** *(Equivalent to « Against »)*

b. **I APPOINT AS PROXY THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING** to vote on my behalf

c. **I APPOINT AS PROXY**, without possibility of substitution or sub delegation:

First name and Family name <i>or Legal name</i>	
Address <i>or Registered office</i>	

to vote on my behalf.

4/ SIGNATURE *(Warning: this form must be received by the Centralizing Agent at the latest on January 6th, 2020 at 11.59 pm (Paris time))*

First name and Family name of the signatory		Date	
Quality		Signature	

HOW TO PARTICIPATE IN THIS GENERAL MEETING

To participate, your Notes must have been entered in your name on a securities account maintained by an account holder on the second (2nd) business day in Paris preceding the date of the General Meeting at 00.00 (midnight) (Paris time).

RETURN OF THIS FORM

Please return this Participation Form fully completed to your account holder, who shall send it with a valid book entry statement to Société Générale acting as Centralizing Agent:

Société Générale
32, rue du champ de tir - CS 30812
44308 NANTES Cedex 03
Attention: Elisabeth Bulteau
Phone: +33 2 51 85 65 93
agobligataire.fr@socgen.com

In order to be taken into account for the General Meeting, this form fully completed must be received by the Centralizing Agent at least three (3) calendar days before the General Meeting, i.e. on January 6th, 2020 at 11.59 pm (Paris time) at the latest.

OPTIONS FOR ATTENDING THE GENERAL MEETING

In all cases, the form delivered for a General Meeting is valid for successive meetings convened on the same agenda.

1/ Attending the General Meeting in person

You can ask an admission card by ticking the corresponding box on the form in paragraph 2(a).

To access the General Meeting, you must present (i) this admission card or a valid book entry statement remitted by your account holder which evidences that the Notes have been entered in your name on January 7th, 2020 at 00.00 (midnight) (Paris time) and (ii) a current identity card or a passport, with a power of attorney, if relevant.

You will not enter the meeting without one of these documents.

2/ Vote by correspondence

You must complete paragraph 2(b) by ticking (i) the box "*I vote by correspondence*" of the form and (ii) one of the three boxes "*FOR*", "*AGAINST*" or "*ABSTAIN*" for each resolution. Forms not indicating any vote or expressing an abstention shall be considered as negative votes. Your vote shall remain valid for successive meetings convened on the same agenda, for lack of a quorum or any other reason. This Participation Form fully completed shall be returned with a valid book entry statement.

3/ Appoint a proxy (subject to certain legal prohibition)

In this case, you must complete paragraph 2(c) by (i) ticking the box "*I appoint as proxy*" of the form and (ii) either specify the name of your proxy or leave this box blank, in which case, you shall be deemed to have appointed the Chairman of the General Meeting as your proxy. The proxy shall remain valid for successive meetings convened on the same agenda, for lack of a quorum or any other reason. This Participation Form fully completed shall be returned with a valid book entry statement.

In accordance with the provisions of Article L. 228-62 of the French *Code de commerce*, please note that (i) the *administrateurs* of the Company (ii) its general managers (*directeurs généraux*), (iii) its statutory auditors, or (iv) its employees as well as (v) their ascendants, descendants and spouses, **may not be appointed as a proxy**. Additionally, in accordance with the provisions of Article L. 228-63 of the French *Code de commerce*, persons to whom the exercise of the profession of banker is prohibited or who are deprived of the right to run, administer or manage any type of company, **may not be appointed as a proxy**.

IMPORTANT NOTICE:

In accordance with the provisions of Article L. 228-61 of the French *Code de commerce*:

- **any ballot that does not have a voting direction or indicating abstention with regards to a resolution will be counted as a vote against this resolution;**
- **any ballot with two contradictory votes for a resolution will be counted as a vote against this resolution.**

A Noteholder cannot both vote by correspondence and appoint a proxy. However, if both paragraphs 2(b) and 2(c) are completed in this form, only the proxy will be taken into account.

The holders of redeemed Notes that were not repaid on account of the failure of the debtor company or a dispute relating to the conditions of repayment may participate in the General Meeting.

A company which holds at least 10% of the debtor company's capital shall not vote with the Notes it holds at the General Meeting.

SFIL

2020

A *société anonyme* established under the laws of the Republic of France
having a share capital of €130,000,150
with its registered office at 1-3, rue du Passeur de Boulogne – 92130 Issy-les-Moulineaux, France
428 782 585 RCS NANTERRE
(the “Company”)

FORM OF BOOK ENTRY STATEMENT

**General meeting January 9th, 2020 (9.00 am) (Paris time) at Allen & Overy LLP, 52 avenue Hoche, 75008 Paris
(the “General Meeting”)
of the holders of USD 1,000,000,000 notes due June 30, 2020 issued on June 30, 2017 (the "Notes")
(ISIN FR0013264819 COMMON CODE 163774887)**

This form shall be filed in by your account holder and shall be returned to the Centralizing Agent:

Société Générale
32, rue du champ de tir - CS 30812
44308 NANTES Cedex 03
Attention: Elisabeth Bulteau
Phone: +33 2 51 85 65 93
agobligataire.fr@socgen.com

WE, THE UNDERSIGNED,

Account holder: _____

Represented by: _____

ACTING AS ACCOUNT HOLDER,

HEREBY CERTIFY THAT

First name and Family name *or* Legal name: _____

Address *or* Registered office: _____

Is the holder of: _____ Notes

WE HEREBY CERTIFY THAT, unless otherwise indicated by us to the Centralizing Agent of the General Meeting in case of sale of all or part of the above-mentioned Notes before 00.00 (midnight) (Paris time) on the second business day preceding the date of such meeting (*i.e.*, before 00.00 (midnight) (Paris time) on January 7th, 2020), the above-mentioned holder of Notes is entitled to participate at such General Meeting, scheduled for January 9th, 2020 (9.00 am) (Paris time) at 52 avenue Hoche, 75008 Paris.

Unless the context otherwise requires, capitalised terms used in this form shall have the meaning ascribed to them in the notice of meeting issued by the Company on 16 December, 2019 in view of this General Meeting.

Signed at _____ on _____

Signature & Stamp of the Account holder

SFIL

A *société anonyme* established under the laws of the Republic of France
 having a share capital of €130,000,150
 with its registered office at 1-3, rue du Passeur de Boulogne – 92130 Issy-les-Moulineaux, France
 428 782 585 RCS NANTERRE
 (the “Company”)

2020

INFORMATION REQUEST FORM

General meeting on January 9th, 2020 (9.00 am) (Paris time) at Allen & Overy LLP, 52 avenue Hoche, 75008 Paris
(the “General Meeting”)
of the holders of USD 1,000,000,000 notes due June 30, 2020 issued on June 30, 2017 (the “Notes”)
(ISIN FR0013264819 COMMON CODE 163774887)

This form shall be returned to the Centralizing Agent:

Société Générale
 32, rue du champ de tir - CS 30812
 44308 NANTES Cedex 03
 Attention: Elisabeth Bulteau
 Phone: +33 2 51 85 65 93
agobligataire.fr@socgen.com

IMPORTANT NOTICE: A book entry statement will need to be attached to the present form for the information request to be valid.

NOTEHOLDER INFORMATION

First name and Family name or Legal name	
Address or registered office	
E-mail	

Kindly request to receive from the Company, free of charges, the following documents:

- the names and surnames of the *administrateurs* of the Company and its general managers (*directeurs généraux*) and, where appropriate, the indication of other companies in which such persons exercise managerial, administrative or supervisory functions; and
- the text of the proposed resolutions presented by the Chief Executive Officer.

Delivery mode (*by default, the document will be delivered electronically*):

By e-mail By mail at (*postal address*):

This information request shall be taken into account only to the extent that it is made between the date of the notice of meeting and up to and including the fifth day before the General Meeting.

By a single request, the holders of the Notes may obtain from the Company the sending of the above documents and information at each subsequent note general meeting.

Signed at _____ on _____

Signature of the Noteholder

ANNEXE 1
EXPLANATORY STATEMENT
(Free translation for information purposes)

Extension of SFIL's export credit refinancing scheme
to credits covered by the guarantee for strategic projects

The project to extend the benefit of SFIL's export credit refinancing scheme to credits covered by the guarantee for projects that are strategic for the French economy abroad was announced on March 8, 2018.

The decree governing credit insurance and the French *loi de finances* on the enhanced guarantee came into force in December 2018.

The purpose is to obtain all authorizations allowing SFIL to intervene in this new procedure as of 2020.

The purpose of SFIL's project to extend its export credit activity to this new guarantee is to enable France to provide a financing tool comparable to the best equivalents abroad, in line with the practices observed in major exporting countries, notably in Asia. For SFIL, it represents opportunities for sector diversification, as this new guarantee covers a broader scope, *a priori*, than the traditional sectors of France's major exports.

This extension project requires the modification of its corporate purpose, which currently covers credit transactions for the local public sector in France and export credit refinancing operations. It is therefore proposed to replace the reference to export credit refinancing operations by "*any transaction that may benefit from a public guarantee*".

Consequently, the Chief Executive Officer of SFIL has decided to convene the General Meeting to vote on the resolutions listed below as part of the amendment of its corporate purpose.

TEXT OF THE RESOLUTIONS

(Free translation for information purposes)

First resolution (Approval of the proposed modification of article 3 of the by-laws of the Company regarding the corporate purpose (extension of the corporate purpose to any transaction that may benefit from a public guarantee))

As part of the French State's project to extend the benefit of SFIL's credit export refinancing scheme to credits covered by the guarantee for projects that are strategic for the French economy, the general meeting of noteholders is consulted on the modification of the Company's corporate purpose so that the latter can refinance any operation that may benefit from a public guarantee and decides, in accordance with the provisions of Article L. 228-65 I 1° of the French *code de commerce*, to approve the proposed modification of the corporate purpose of the Company that would be drafted as follows:

ARTICLE 3 - CORPORATE PURPOSE

The company is a credit institution, licensed by the Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, whose purpose is to carry out on a regular basis:

- (a) *any banking transactions, within the meaning of article L.311-1 of the French Monetary and Financial Code;*
- (b) *any transactions relating to those transactions referred to in (a) above, including the investment, subscription, purchase, management, custody and sale of financial securities and any financial products;*
- (c) *any transactions involving the receipt of funds from its shareholders and the société de crédit foncier controlled by the company;*
- (d) *pursuant to article L.513-15 of the French monetary and financial code, any services relating to the management and recovery of exposures, debt securities and other securities, bonds, or other resources provided for in article L.513-2 of the French Monetary and Financial Code, of a duly authorized société de crédit foncier controlled by the company;*

(e) *the provision of services on behalf of third parties with a view to carrying out banking transactions;*

each in connection with credit transactions for the local public sector in France and ~~export credit refinancing operations~~ more generally with any transaction that may benefit from a public guarantee.

To this end, the company may, in compliance with applicable banking and financial regulations:

- (a) *obtain any suitable funding, and notably (i) issue any financial securities, any negotiable debt securities, or other financial instruments in France or abroad and (ii) more generally, have recourse to any means of managing receivables and assets, with or without transfer of ownership;*
- (b) *acquire and hold shares in existing or newly created companies contributing to the performance of its activities and sell such shares; and*
- (c) *in more general terms, carry out, directly or indirectly, for itself or on behalf of third parties or in concert any financial, commercial, industrial, personal property or real estate transactions with a view to conducting the aforementioned activities.”*

Second resolution (Filing of the documents relating to the meeting)

The general meeting of noteholders decides, in accordance with Article R.228-74 al. 1 of the French *code de commerce*, that the attendance sheet, the relevant powers of represented holders and the minutes of this meeting shall be filed at the registered office of the Company to enable any noteholder to exercise its communication right granted by law.

Third resolution (Powers to carry out formalities)

The general meeting of noteholders authorises and grants all powers to the legal representatives of the Company to take all measures and to conclude any agreements, as the case may be, to implement these resolutions, and to the holder of a copy or excerpt of the minutes setting out these resolutions, to perform any legal or administrative formalities.

ANNEXE 2

APPLICABLE LAWS AND REGULATIONS (EXTRACTS FROM THE COMMERCIAL CODE – FREE TRANSLATION FROM THE FRENCH APPLICABLE ARTICLES)

Article L. 225-106 of the French Commercial Code:

I - A shareholder may be represented by another shareholder, by his or her spouse, or by his or her partner with whom he or she has entered into a civil union.

He or she can also be represented by an individual or legal entity of his or her choice:

1° If the shares of the company are admitted to trading on a regulated market;

2° If the shares of the company are admitted to trading on a multilateral trading facility which is subject to the provisions of Article L. 433-3 II of the monetary and financial Code as provided in the general regulations of the *Autorité des marchés financiers* (French Financial Markets Regulatory Authority), included on a list issued by the *Autorité des marchés financiers* under the conditions set forth in its general regulations, and if so provided in the company's bylaws.

II - The grant of proxy as well as its revocation, as the case may be, must be in writing and delivered to the company. The conditions for application of this paragraph are specified in a decree of the *Conseil d'Etat*.

III - Before every shareholders' general meeting, the chairman of the board of directors or the management board, as the case may be, may organise a consultation with shareholders as mentioned in Article L. 225-102 to enable them to appoint one or more proxies to represent them at the general meeting in accordance with the provisions of this Article.

Such consultation shall be obligatory where, after the bylaws have been amended pursuant to Article L. 225-23 or Article L. 225-71, the ordinary general meeting is required to appoint to the board of directors or the supervisory board, as the case may be, one or more shareholder employees or members of the supervisory board of corporate mutual investment funds that hold shares in the company.

Such consultation shall also be obligatory where an extraordinary general meeting is required to take a decision on an amendment to the bylaws pursuant to Article L. 225-23 or Article L. 225-71.

Any clauses that conflict with the provisions of the preceding sub-paragraphs shall be deemed non-existent.

For any grant of proxy by a shareholder without identifying a proxy, the chairman of the general meeting shall issue a vote in favor of adopting draft resolutions submitted or approved by the board of directors or the management board, as the case may be, and a vote against adopting any other draft resolutions. For any other vote, the shareholder must appoint a proxy who agrees to vote in the manner indicated by his principal.

Article L. 225-106-1 of the French Commercial Code

When, in the cases specified in the third and fourth paragraphs of the Article L. 225-106 I, the shareholder is represented by a person other than his or her spouse or his or her partner with whom he or she has entered into a civil union, the proxy shall notify him/her of any circumstance enabling him/her to measure the risk that the latter's interests conflict with his/her own.

Such information includes in particular the fact that the proxy or, as the case may be, the person on whose behalf he is acting:

1° Controls, within the meaning of Article L. 233-3, the company whose general meeting has been convened to meet;

2° Is a member of the management, administration or supervisory body of such company or a person which controls it within the meaning of Article L. 233-3;

3° Is employed by such company or a by a person which controls it within the meaning of Article L. 233-3;

4° Is controlled, or performs one of the functions mentioned in 2° or 3° in a person or an entity controlled by a person who controls the company, within the meaning of Article L. 233-3.

Such information shall also be provided if a family tie exists between the proxy or, as the case may be, the person on whose behalf he is acting, and a natural person placed in one of the situations listed in 1° to 4° above.

If whilst the proxy remains valid, any of the events mentioned in the preceding subparagraphs occurs, the proxy shall notify his principal without delay. Failing express confirmation by the principal of the proxy, it shall be null and void.

The proxy shall immediately notify the company if the grant of proxy becomes null and void.

The conditions of application of this article are specified in a decree of the *Conseil d'Etat*.

Article L. 225-106-2 of the French Commercial Code

Any person who actively solicits grants of proxy, by offering directly or indirectly to one or more shareholders, in any form or manner whatsoever, to act as proxy to represent them at the general meeting of a company mentioned in the third and fourth subparagraphs of Article L. 225-106, shall make public its voting policy.

It can also publish its voting intentions on the draft resolutions submitted to the general meeting. For any grant of proxy received without voting instructions, it shall vote in conformity with its published voting intentions.

The conditions of application of this article are specified in a decree of the *Conseil d'Etat*.

Article L. 225-106-3 of the French Commercial Code

The commercial court within whose jurisdiction the company's head office is situated may, at the request of the principal, and for a duration not exceeding three years, deprive the proxy of the right to take part in such capacity at any general meeting of the relevant company, if it fails to comply with the obligation to notify specified in the third to seventh paragraphs of article L. 225-106-1 or with the provisions of article L. 225-106-2. The court may decide to publish this decision at the expense of the proxy.

The court may, upon request of the company, impose the same sanctions on the proxy if it fails to comply with the provisions of article L. 225-106-2.

Article L. 225-107 of the French Commercial Code

I. Any shareholder may vote by post, using a form the wording of which shall be specified in a decree of the *Conseil d'Etat*. Any provision to the contrary in the bylaws shall be deemed unwritten.

For the purpose of calculating the quorum, only forms received by the company before the meeting, within the deadlines fixed by decree of the *Conseil d'Etat*, shall be taken into account. Forms without voting instructions or expressing an abstention shall be considered as negative votes.

II. If the by-laws so provide, shareholders participating in a meeting by video-conferencing or means of telecommunication that enable them to be identified, the nature and conditions of application of which shall be determined by a *Conseil d'Etat* decree, shall be deemed to be present at the said meeting for the purposes of calculating the quorum and majority.

Article R. 225-77 of the French Commercial Code

The date after which voting forms received by the company shall no longer be taken into consideration, may not be earlier than three days prior to the date of the general meeting, unless the bylaws specify a shorter period. However, electronic distance voting forms may be received by the company up to 3 p.m. (Paris time) at the latest on the day before the general meeting.

Postal voting forms received by the company shall include:

- 1° The surname, usual first name and address of the shareholder;
- 2° Indication of the form, registered or bearer, in which the shares are held and the number of shares held, as well as a statement confirming that the shares have been entered either in a registered securities account held by the company, or in a bearer securities account held by an intermediary specified in article L. 211-3 of the monetary and financial Code. The attendance certificate specified in article R. 225-85 shall be attached to the form;
- 3° The signature, electronic if relevant, of the shareholder or his legal or judicial representative. When the company decides, in accordance with its by-laws, to enable shareholders during meetings to exercise their right to vote by any electronic means of communication, the electronic signature shall result from a secured identification system, guaranteeing the direct link between the signature and the electronic proxy form to which it is attached.

A postal voting form addressed to the company for a general meeting shall remain valid for successive general meetings convened on the same agenda.